

[Texte]

des autres pays dans le monde, surtout de la communauté internationale, pour reconquérir son pays après la guerre d'Indochine. Le Vietnam n'aime pas rester ainsi sous la condamnation de la communauté internationale. Les Vietnamiens n'avaient pas l'intention de rester dans le pays.

Depuis 1987, notre gouvernement essaie de trouver une solution politique au problème du Cambodge. Nous savons que si la guerre se prolonge, le peuple souffrira. Il faut donc terminer la guerre. Mais comment pouvons-nous terminer la guerre? Nous croyons très fermement que nous devons avoir la paix au Cambodge, mais une sorte de paix qui préviendra le retour des génocides dans le pays. Nous sommes restés pendant trois ans, huit mois et vingt jours sous le régime génocidaire et opprimant de Pol Pot. Cela suffit!

• 1555

Nous avons essayé de trouver une solution politique, mais malheureusement, ces rencontres de Saint-Germain-en-Laye, à Paris, le JIM I, le JIM II, Pattaya, etc., se sont prolongées jusqu'en octobre 1991. Nous pouvions les signer avec les trois autres factions cambodgiennes à Paris pour terminer la guerre. Cette signature est aussi sous l'égide des Nations Unies. Je dois profiter de cette occasion pour remercier la communauté internationale, l'Organisation des Nations Unies et tous les pays signataires des accords de Paris de nous aider à terminer au plus vite cette guerre au Cambodge.

Après avoir signé, qu'est-ce que nous avons fait jusqu'à maintenant? Premièrement, le Conseil national suprême du Cambodge, dirigé par le prince Norodom Sihanouk, s'est installé dans le pays. L'APRONUC, l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge, s'est installée au Cambodge. En même temps, on a créé le *Mixed Military Working Group* pour résoudre les problèmes de violation du cessez-le-feu.

Nous avons déclaré le cessez-le-feu volontaire au mois de mai 1991. Nous avons laissé cinq ministères sous le contrôle et la supervision des Nations Unies pour mener une élection générale libre et juste qui aura lieu à la fin d'avril ou au début de mai 1993. Nous avons respecté toutes les clauses des accords de Paris, telles que les clauses sur la liberté d'expression, sur la démocratie et sur les droits de la personne. Nous avons libéré tous les prisonniers de guerre, alors que l'autre côté n'a libéré aucun de nos prisonniers jusqu'à maintenant.

Nous avons déclaré maintes fois que nous respectons à 100 p. 100 les accords de Paris. Également, nous avons respecté le programme UNHCR pour le retour des réfugiés, pour préparer une élection générale libre.

Mais malheureusement, ce que nous avons fait jusqu'à maintenant dans le respect des accords de Paris a rencontré beaucoup d'obstacles. L'obstacle principal que nous rencontrons maintenant, c'est que les Khmers rouges n'acceptent pas de respecter le cessez-le-feu. Sur ce problème, permettez-moi de vous dire que le cessez-le-feu que nous avons déclaré au mois de mai 1991 était une sorte de cessez-le-feu volontaire. Cela veut dire qu'on peut le respecter ou ne pas respecter, parce que c'est volontaire. Cependant, l'APRONUC, à Phnom Penh, a choisi le 13 juin, c'est-à-dire avant-hier, comme jour pour commencer la deuxième phase, c'est-à-dire la démobilisation de 70 p. 100 des forces armées.

[Traduction]

its country after the war in Indochina. Vietnam does not enjoy being the target of international censure. The Vietnamese did not intend to stay in our country.

Since 1987, our government has been trying to find a political solution to the problem in Cambodia. We know that the people will suffer in a protracted war. We must therefore end this war. But how can we do that? We firmly believe that we must have peace in Cambodia, but it must be a kind of peace that will prevent the resumption of genocide in our country. We endured three years, eight months and 20 days of the oppressive, genocidal Pol Pot regime. That's enough!

We tried to find a political solution, but unfortunately, the meetings at Saint-Germain-en-Laye near Paris, the JIM I, JIM II and Pattaya and so forth went on until October 1991. We were able to sign agreements with the three other Cambodian factions in Paris to end the war. That signature is also under the auspices of the United Nations. Let me take this opportunity to thank the international community, the United Nations and all the countries that signed the Paris accords for helping us end the war in Cambodia as quickly as possible.

What has been done to date since the signature of these accords? First, the Supreme National Council of Cambodia, headed by Prince Norodom Sihanouk, was established in our country. UNTAC, the United National Transitional Authority in Cambodia, was also established in our country. At the same time, the Mixed Military Working Group was created to solve the problem of cease-fire violations.

We declared a voluntary cease-fire in May 1991. We left five government departments under the control and supervision of the United Nations to hold free, fair general elections that will take place in late April or early May of 1993. We've respected all the clauses of the Paris accords, as well as the clauses on freedom of speech, democracy and human rights. We've liberated all prisoners of war whereas the other side has not freed any of our prisoners to date.

We have stated on several occasions that we complied fully with the Paris accords. We have also complied with the UNHCR program for the return of refugees, in order to prepare free general elections.

But unfortunately, we have encountered many hurdles in our efforts to respect the Paris accords. The main obstacle that we have now is that the Khmer Rouge are not respecting the ceasefire. With regard to this problem, allow me to say that this ceasefire that we declared in May 1991 was a kind of voluntary ceasefire. That means that one can respect it or not since it is voluntary. However, UNTAC and Phnom Penh chose June 13th, that is the day before yesterday, as the date to begin the second phase, that is demobilisation of 70% of the armed forces.